

SOMALIE

Située en Afrique orientale, la Somalie s'étend sur une longue et étroite péninsule: la Corne de l'Afrique, entre le Golfe d'Aden et l'Océan Indien. Elle a une superficie de 637.660 km² et sa population, d'après une évaluation de 1968, s'élève à 2.745.000 habitants. La Somalie actuelle est formée par l'union de la Somalie placée sous l'administration fiduciaire de l'Italie avec celle placée sous protectorat britannique, ce pays est indépendant depuis le 1er juillet 1960. Ses ressources agricoles et zootechniques sont restreintes (canne à sucre, fruits tropicaux, ovins).

ORIGINE DE LA BANQUE CENTRALE

Au moment de la deuxième guerre mondiale le *Somaliland* britannique faisait partie de la zone monétaire de la roupie indienne, il passa ensuite à la zone du shilling de l'*East African Currency Board* (Comité monétaire pour l'Afrique de l'Est) (1). En Somalie italienne, les billets de la banque d'Italie circulèrent jusqu'en 1941, à cette époque les shillings du *Currency Board* furent introduits. Au cours de la période 1950-1960, sous l'Administration fiduciaire de l'Italie, la Caisse pour la circulation monétaire en Somalie joua le rôle d'organisme émetteur, mais ne pouvait être considérée comme une banque centrale.

(1) Voir le chapitre sur le Kenya.

sions, et qu'elle a, au contraire, pris les mesures suivantes: « la Banque devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la réserve officielle soit toujours maintenue à un niveau adéquat pour permettre d'effectuer les opérations avec l'étranger ».

Les réserves sont composées: d'or, de devises convertibles, de titres d'Etat étrangers ou émis par des institutions financières internationales (ou garantis par ces dernières) en devises étrangères convertibles et dont le terme ne dépasse pas trois ans, il faut y ajouter la possibilité d'effectuer des prélèvements sur le Fonds monétaire international.

La masse circulante excède 280 millions de shillings et elle est représentée pour moitié environ par de la monnaie scripturale.

RAPPORTS DE LA BANQUE CENTRALE AVEC L'ETAT

Les services de trésorerie pour le compte de l'Etat et des administrations publiques sont assurés exclusivement par la Banque nationale. Cette dernière est habilitée à apporter son concours à l'Etat ou à des organismes publics, ayant la garantie du gouvernement, sous forme d'avances ou d'achat de titres. Toutefois, le législateur a prévu des restrictions. Le montant total du crédit accordé à l'Etat ou aux administrations publiques suivant les modalités énoncées, auxquelles on doit ajouter les avances consenties à des tiers contre nantissement en titres d'Etat, ne peut excéder 35% de la moyenne des recettes ordinaires du Trésor au cours des trois exercices financiers précédents. En ce qui concerne, ensuite, les prêts aux organismes publics, la loi prescrit que leur montant global ne peut dépasser le septième de l'endettement total du Trésor et des administrations publiques.

Indépendamment de ces limitations, la Banque peut accorder des avances à l'Etat en connexion avec des financements étrangers

prévus au Budget, jusqu'à concurrence de 50% de leurs montants. La Banque est autorisée à participer au capital des sociétés d'intermédiation en matière de crédit et de finances lorsque ces sociétés sont spécialisées et qu'elles sont placées sous les auspices de l'Etat ou constituées par lui pour financer le développement de l'économie. Un plafond a, cependant, été fixé pour ces emplois, représenté par un montant équivalent à celui du capital versé de la Banque ajouté à son Fonds général de réserve.

POLITIQUE MONÉTAIRE ET POLITIQUE DU CRÉDIT

Conformément aux termes de la loi bancaire du 14 août 1963, le Comité de l'épargne et du crédit représentait l'organe délibérant suprême en ce qui concerne la politique monétaire, celle du crédit et du contrôle des activités du système bancaire. La Banque nationale de Somalie constituait, elle, l'organe exécutif placé sous la dépendance de ce Comité. Le Ministre des Finances était président de ce Comité d'épargne et de crédit qui comprenait: les Ministres de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture et de la Zootechnie, des Travaux Publics, et des Communications ainsi que le président de la Banque nationale de Somalie, le Gouverneur (conformément à la loi du 26 novembre 1968) et le directeur général de cette banque. Les fonctions précédemment confiées au Comité sont assumées à l'heure actuelle par le Secrétaire d'Etat aux Finances agissant pour le compte du Conseil révolutionnaire suprême. Il n'a pas été enregistré de changements dans les missions assignées à la Banque nationale de Somalie.

Parmi les fonctions de contrôle et de surveillance exercées par la Banque centrale pour le compte du Comité, et suivant l'orientation générale indiquée par ce dernier, on comptait aussi l'octroi d'autorisations d'exercer une activité bancaire dans le Pays aux

établissements de crédit nationaux, ainsi qu'aux filiales d'établissements de crédit étrangers, de même que les autorisations nécessaires à l'ouverture de nouveaux guichets accordées aux établissements de crédit opérant déjà sur le territoire national. A l'aide des pouvoirs qui lui étaient donnés la Banque centrale avait la faculté de conférer au système du crédit du Pays une organisation correspondant mieux à la poursuite des objectifs de la politique économique adoptée par les pouvoirs publics.

A la suite du décret de nationalisation de mai 1970, les intentions de l'Etat qui veut réserver le secteur du crédit ordinaire à des établissements publics apparaissent avec évidence. En conséquence, les pouvoirs de la Banque nationale se trouvent limités à l'octroi de l'autorisation d'ouvrir de nouveaux guichets.

En ce qui a trait au contrôle du crédit, les articles suivants restent en vigueur: art. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38 de la loi n. 27 du 26 novembre 1968. La banque a la faculté de recourir à des contrôles quantitatifs ou qualitatifs. Elle peut faire usage des instruments suivants:

- a) politique de refinancement des établissements de crédit ordinaire à l'aide de modifications des taux de l'escompte et de ceux des avances ainsi que des plafonds de réescompte (ces opérations ne peuvent excéder six mois);
- b) manipulation des taux des réserves obligatoires de liquidité devant être déposées à la Banque nationale et proportionnées à la masse fiduciaire;
- c) détermination des rapports entre les divers types de passif des établissements de crédit ordinaire;
- d) réglementation des activités de prêt dans les établissements de crédit ordinaire se référant, en particulier, à la destination du crédit et aux modalités techniques des opérations de même qu'aux rapports entre les diverses catégories d'opérations.

Il est important de noter, en outre, que, contrairement aux dispositions d'autres organisations bancaires africaines, les pouvoirs de contrôle étaient étendus également à des instituts n'ayant pas d'activités dans le secteur du crédit ordinaire.

SYSTÈME BANCAIRE

Avant le coup d'état qui a réuni tous les pouvoirs politiques du Pays dans un Conseil révolutionnaire suprême, le système bancaire de la Somalie avait la structure décrite ci-après.

La Banque nationale de Somalie exerçait conjointement des activités de banque centrale et d'établissement de crédit ordinaire. Elle opérait même dans le secteur du crédit à la construction puisqu'elle succédait au Crédit de Somalie dissous. On trouvait ensuite quatre filiales de banques étrangères: *Banco di Roma*, *Banco di Napoli*, *National and Grindlays Bank Ltd.*, et la Banque de Port Said, qui n'opéraient que dans le secteur du crédit ordinaire à l'aide d'un réseau comprenant en tout 8 guichets.

Il y avait enfin la Banque de développement de la Somalie constituée par un décret présidentiel de février 1968 avec un capital autorisé correspondant à 100 millions de shillings de Somalie, dont 30 millions avaient été souscrits au moment de la constitution et 20 avaient été versés, l'unique actionnaire étant l'Etat. Au moment de sa création la Banque de développement avait incorporé la section autonome de crédit à moyen et long terme du Crédit de Somalie dissous.

En 1969, une loi fut promulguée en vue de la création d'une Caisse d'épargne postale (loi n. 13 du 16 janvier 1969); aucune suite n'a été donnée à cette loi et il est peu probable qu'elle soit mise en vigueur un jour.

La loi n. 26 du 7 mai 1970 décréta la nationalisation des filiales de banques étrangères opérant dans le Pays. Elles furent confiées à la gestion de la Banque nationale de Somalie comme des agences autonomes, en attendant une restructuration définitive du système bancaire devant être faite sur la base des orientations de la politique économique du gouvernement. Depuis la nationalisation, jusqu'à la fin de 1970, c'est-à-dire pendant la phase de transition, deux établissements de crédit seulement exercèrent leurs activités: la Banque nationale de Somalie et la Banque de développement de la Somalie. La première avait l'exclusivité de l'exercice du crédit ordinaire.

Les décisions législatives en matière de restructuration du système bancaire furent prises au cours de l'automne 1970 et se concrétisèrent en lois constitutives d'une Banque commerciale de Somalie et de la Caisse d'épargne et de crédit de Somalie. Le Pays reçut un système bancaire plus spécialisé du point de vue institutionnel et fonctionnel, les missions de la Banque nationale de Somalie furent limitées à celles les plus typiques des banques centrales, et deux nouveaux établissements de crédit ayant un sujet économique public furent créés.

Les deux nouvelles banques dont les guichets ont été ouverts le 1er janvier 1971 ont été dotées chacune d'un capital de 2,5 millions de shillings, versés moitié par l'Etat, et moitié par la Banque nationale. La Banque commerciale de Somalie a incorporé les agences autonomes de la Banque nationale de Somalie, autrefois filiales des trois banques européennes: *Banco di Napoli*, *Banco di Roma* et *National and Grindlays Bank Ltd.*, elle dispose aujourd'hui de 7 guichets. La Caisse d'épargne et de crédit de Somalie, elle, a incorporé les situations actives et passives qui relevaient autrefois de la Section de crédit ordinaire de la Banque nationale de Somalie et l'agence autonome, anciennement filiale de la Banque de Port Said,

elle dispose donc d'un réseau de 13 guichets qui s'étend sur tout le territoire national.

La Caisse d'épargne et de crédit de Somalie, constituée en établissement autonome par la loi n. 1 du 11 décembre 1970 a pour objectif de promouvoir et de mobiliser l'épargne grâce à la collecte de dépôts et l'octroi de crédits à court et moyen terme aux divers secteurs de l'économie. Au sein même de la Caisse une section autonome a été créée pour l'octroi de prêts à la construction. Un accord a été signé à Rome le 4 mars 1971 entre les autorités chargées du crédit en Somalie et l'A.C.R.I. (association des caisses d'épargne italiennes), aux termes duquel il est prévu l'assistance technique et des subventions de la part des caisses italiennes au bénéfice de la Caisse de Somalie.

Dans le nouvel ordonnancement du système bancaire de Somalie, la Banque de développement a conservé ses caractéristiques originelles. Elle a pour but de promouvoir, assister et augmenter le potentiel d'initiatives d'entreprises privées dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des mines, du tourisme, des pêcheries et de la zootechnie, initiatives rentrant dans le cadre des programmes de développement élaborés par les pouvoirs publics.

La Banque de développement de la Somalie est financée par: des fonds du Budget du Trésor (augmentations du fonds de dotation), des emprunts contractés en Somalie et à l'étranger, et des dépôts à terme devant courir plus de deux ans. Elle accorde des prêts hypothécaires à moyenne et longue échéance, mais n'est pas autorisée à consentir de prêts dont la durée serait inférieure à un an. A la différence de ce qui a été dit pour les trois autres établissements de crédit déjà mentionnés plus haut, la Banque de développement peut avoir des participations minoritaires étrangères. Cependant, à l'heure actuelle c'est l'Etat qui détient encore tout le paquet d'actions formant son capital.

RÉGLEMENTATION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

La structure et les fonctions des établissements de crédit sont encore disciplinées en Somalie sur les bases de la loi bancaire de 1963 (loi n. 18 du 14 août 1963). Cette loi est intégrée par les lois constitutives de la Banque nationale de Somalie, de la Banque de développement, de la Banque commerciale et de la Caisse d'épargne et de crédit de la Somalie.

Certaines des normes disciplinant les activités des établissements de crédit ont déjà été mentionnées plus haut. Le législateur a opté pour la spécialisation des emplois: il est, en effet, interdit aux établissements du secteur du crédit ordinaire d'octroyer des prêts à moyen et long terme à moins qu'ils n'aient des sections autonomes jouissant de la personnalité juridique et disposant d'un budget propre.

La surveillance des activités bancaires relève de la compétence du Secrétaire d'Etat aux Finances, qui a recours aux services de la Banque nationale de Somalie. Cette Banque a pour mission d'interpréter et de faire respecter les normes régissant l'exercice du crédit.